

LE COMBAT SYNDICALISTE



CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

MAI 2018/N° 434

2€

Notre-Dame-des-Landes, La violence d'État contre un bien commun des luttes

Objectif : écraser par la force pour que rien n'échappe au contrôle de l'État. Macron met en œuvre une armée pour mater la résistance à l'ordre libéral. Le projet d'aéroport abandonné reste son monde de plus en plus brutal, intransigeant, autoritaire, punitif, disciplinaire.



Luttes syndicales

- Assurance chômage : les casseurs redoublent d'efforts. P 2&3
- La société des gens de lettres
Le Congrès de la fédé CNT poste et téléphonie orienté développement. P 4&5

Ici et maintenant

- Un coup de pied dans la ruche.
L'extrême droite angevine a ouvert fin janvier un bar privé, label Bastion social. P 6&7

DOSSIER

- Précaires des écoles. P 8& 9

International

- Algérie,
- Sahara Occidental-Kanaky,
- Espagne-Allemagne,
- Palestine,
- Maroc,
- Amazonie. P 10 à 15

Culture

- Les gueules rouges.
Jean-Michel Dupont.
- Verdad.
Lorena Canottiere.
- Mon MLF.
Marie-Jo Bonnet.
- Le socialisme sauvage.
Essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours.
Charles Reeve. P 17 à 23

Assurance chômage : les casseurs redoublent d'efforts

Plus de contrôles, moins d'indemnisation, gestion confisquée : l'offensive antisociale monte d'un cran.

Les gouvernements successifs ont profondément attaqué les droits des travailleur-euses et la protection sociale. L'actuel gouvernement durcit ces mesures de casse du code du travail, de remise en cause des conventions collectives, de suppression progressive du statut de la fonction publique, etc. Précaires et chômeur-euses sont une fois de plus dans le viseur des réformateurs-casseurs, gouvernement et patronat. Sous prétexte d'étendre l'indemnisation chômage aux indépendant-es et aux démissionnaires, le nouvel accord sur l'assurance chômage conclu le 22 février dernier doit être transposé en loi dès le printemps.

Patronat et gouvernement sont ravis d'avoir un peu plus modelé le système à leur profit.

■ Contrôle des chômeur-euses

Le gouvernement va renforcer les contrôles et multiplier les sanctions. Mis en place lors du quinquennat Hollande, les contrôleurs ou « *régulateurs de l'emploi* », passeront de 200 à plus de 600. Une embauche de flics du chômage multipliée par trois.

En cas de refus d'une offre d'emploi « *raisonnable* », indemnités coupées pendant 1 à 4 mois et perte d'une partie de ses droits. Selon le code du travail, l'offre raisonnable serait « un emploi compatible avec ses qualifications et compétences professionnelles et rémunéré à au moins 95% du salaire antérieurement perçu ».

En gros, les chômeur-euses sont rendu-es responsables de leur situation par leur « refus de travailler ». Encore une manière de culpabiliser un peu plus les précaires, et d'exercer un chantage à l'emploi qui conditionne le maintien des droits à l'acceptation d'une offre de plus en plus dégradée.



Désormais, tout se joue dans la négociation entre Pôle emploi et chômeur-euses. Le conseiller Pôle emploi aura donc le dernier mot. Les conséquences seront graves, une personne ne trouvant pas de boulot dans sa branche et sa localité, devra

accepter un poste éloigné de son domicile, n'importe quel travail à rémunération bien inférieure (le seuil des 95% du salaire antérieur passe désormais à 75%).

■ Indemnisation en cas de démission

Les déclarations de Macron sur le sujet sont un écran de fumée ! La réalité du nouvel accord est tout autre. Ne seront pris en compte que celles et ceux qui ont 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise et sous réserve de l'acceptation des différentes commissions paritaires de Pôle emploi. Aucune mesure de prise pour les travailleur-euses en CDD, pourtant de plus en plus nombreux-euses aujourd'hui.

■ Indemnisation des travailleur-euses indépendant-es

Oubliez les promesses électorales. Les indépendant-es seront financé-es non pas via la cotisation sociale (le Medef l'a refusé) mais à travers la CSG, c'est-à-dire via l'impôt ! Il s'agira donc d'un RSA amélioré, sans qu'aucun syndicat ne puisse avoir regard dessus. Un glissement dangereux, le financement via la CSG tendant à se généraliser.

Tout-es potentiel-les futurs précaires, nous sommes tout-es concerné-es.

La précarisation de nos conditions de travail, et de nos conditions de vie, aura pour conséquence la baisse généralisée des salaires.

■ La gestion confisquée

Et les différentes réformes des gouvernements (pacte de responsabilité, CICE, loi travail, etc.) ne font pas qu'enrichir toujours un peu plus les actionnaires, en pressurant les salarié-es à coup de

flexibilité, de réduction de postes et de licenciements collectifs. Elles relèvent d'un choix politique et économique, visant à la dérégulation de l'économie et au démantèlement de tous les systèmes de sécurité sociale, avec la complicité du patronat. Le but c'est de supprimer les cotisations sociales comme mode de financement des différentes caisses de protections sociales (Sécurité sociale, UNEDIC, caisse de retraite etc.), au profit de la CSG (impôt créé par la loi de finances de 1991, sous le gouvernement Rocard).

■ Les conséquences sont graves

Avec le financement par l'unique CSG, le modèle dépend de l'État et se lie au capital privant les syndicats de salarié·es de la gestion des caisses. Résultats : plus de contrôle ni de négociations. L'État et le patronat seuls à décider, réduisant à néant la solidarité entre les travailleur·euses, confisquant la gestion d'une partie de nos revenus : le salaire socialisé. Ce faisant, leur victoire serait aussi idéologique, détruisant l'un des fondements révolutionnaires de la



sécurité sociale et de la cotisation sociale : la reconnaissance de tout·es comme étant producteur·trices de richesses et de valeur économique quelle que soit la situation, retraite, sans emploi, etc.

La CNT défend le principe de ce salaire socialisé, émancipateur et anticapitaliste, et revendique :

- un accès aux indemnités de chômage avec un taux de remplacement à 100 % du meilleur salaire ;
- le retrait de la loi travail et autres lois patronales ;
- une augmentation générale des

salaires ;

- un rétablissement du droit à l'allocation chômage en cas de démission ;
- l'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales ;
- l'arrêt des radiations et du flicage des travailleur·euses privé·es d'emplois ;
- l'autogestion des caisses par les salarié·es eux et elles-mêmes, selon le modèle existant avant les ordonnances de 1967 (qui ont introduit le paritarisme syndicats/patronat).●

La CNT

CNT
CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org
COMBAT SYNDICALISTE
CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris
Mèl : cs-administration@cnt-f.org

<p>Directrice de la publication Marie-Pierre Aiello CPPAP N° 0618S06521 TGI N° 97/93</p> <p>Rédaction combat-syndicaliste@cnt-f.org CS c/o CNT Stics 13 c/o 1 000 Bâbords 61, rue Consolat 13001 Marseille</p> <p>Administration cs-administration@cnt-f.org C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas</p>	<p>Abonnements cs-administration@cnt-f.org C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas Impression sur papier certifié PEFC</p> <p>Imprimerie Étoile Za Sainte Anne 61190 Tourouvre</p> <p><small>Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué·es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou·tes !</small></p>
---	--

La société des gens de lettres

Le Congrès de la fédé CNT poste et téléphonie orienté développement.

Du 15 au 17 mars 2018, à Pessac en Gironde, s'est tenu le congrès de la fédération du secteur du courrier et de la téléphonie, notre champ de syndicalisation intégrant depuis plusieurs années l'activité courrier à La Poste et dans d'autres entreprises (Adrexo) et diverses sociétés des centres d'appels pour la téléphonie. Outre l'aspect convivial, un congrès est d'abord l'occasion de faire le point, de déterminer si les orientations fédérales rencontrent un écho, de mesurer la situation sur le plan local, de fournir une photographie de l'organisation. Puis sur la base des bilans, des rapports d'activités, des motions, il est le lieu naturel pour fixer des perspectives d'interventions, d'actions, ce que les ancien-nes appelaient un plan de travail pour les années à venir. Méthodologie qui résulte du fruit des expériences passées et découle du postulat que la construction du syndicat ne résulte pas mécaniquement de la spontanéité des luttes, même si l'essor ou la régression des conflits influent sur le développement du syndicat.

■ À la Poste des foyers de résistance

Notre congrès a souligné que les agent-es de la Poste n'étaient ni résigné-es, ni soumis-es, comme l'attestent les nombreux conflits locaux qui s'opposent aux suppressions d'emplois, aux fermetures de bureaux, aux pressions, à la souffrance au travail. Ces grèves sont un refus de la marchandisation totale des activités postales : avant un-e facteur-trice passait naturellement 5 ou 10 mn chez un-e ancien-ne isolé-e dans sa ferme ou dans sa cité, désormais rendre visite à un sénior se fait contre une rémunération financière !). Le défi lancé à celles et



ceux qui refusent les choix des directions, c'est la capacité d'unifier, de coordonner ces mouvements pour parvenir à une grève générale du secteur. À ce jour aucune organisation n'a été apte à étendre ces luttes, mais un conflit spontané peut très bien partir de la base, tant la situation locale est difficile. Et La Poste tente d'intimider le personnel en multipliant les conseils de discipline contre des militants-es mais aussi contre n'importe quel agent qui ne rentre pas dans le rang. Significatif est le licenciement de Gaël responsable Sud 92 autorisé par la Ministre du travail.

■ Des moyens pour renforcer la fédé

Dans ce contexte, notre congrès a montré que là où nous avons une implantation ancienne, globalement nous maintenons une activité militante quotidienne, même si nous devons œuvrer à l'émergence d'une relève générationnelle. Lors du congrès précédent, à Paris en 2016, nous avons remis en place

un secrétariat au développement fédéral ayant notamment comme tâche d'agir pour assurer une activité en direction des départements d'où nous étions absent-es. Un travail de propagande ciblé a donc été réalisé et notre fédé a pu tisser de nouveaux liens, déclarer de nouvelles sections locales, modestes mais réelles, comme en Loire-Atlantique, dans l'Aude, dans l'Eure, et plus récemment dans l'Oise. Cette orientation a été reconduite par le congrès de Pessac avec le choix d'une publication unique, La Bafouille Rebelle. Une réflexion est en cours sur l'opportunité de prendre un compte Facebook pour relayer nos informations afin de toucher les plus jeunes plus réceptifs à ce moyen de communication, l'expérience de l'UR Parisienne étant positive tant sur le plan numérique que de la réactivité. Au niveau juridique nous entamons une démarche pour bénéficier du portail informatique, notre syndicat étant discriminé, et pour avoir accès à des locaux, comme dans le privé où il y a un local commun pour les organisations syndicales



non représentatives. Pour info aujourd'hui une majorité des postier-es relèvent du droit privé.

■ Plus présents aux guichets

Historiquement notre présence était plus effective dans le secteur courrier, malgré de nombreuses limites. Ce congrès a permis des échanges sur les conditions de travail aux guichets, les pressions au



nom des objectifs du tout commercial, la souffrance au travail, les évaluations abusives. Cette réflexion collective débouche sur une décision concrète : la mise en place d'un bulletin fédéral spécifique qui traitera plus particulièrement de ce secteur professionnel.

■ Décembre 2018: les élections professionnelles

Comme en 2011 et 2014 notre congrès a choisi de présenter une liste au Comité technique national (CTN) et aux Comités techniques locaux si des syndicats le souhaitent. Comme lors des scrutins précédents nous ne présentons pas de listes aux Commissions administratives paritaires (CAP) ou CCP, lieux de cogestion par excellence.

Notre objectif demeure le même sur le plan national : toucher les 218 000 agent-es de La Poste. Au plan local : avoir des élus aux CHSCT, gagner une représentativité locale pour arracher de nouveaux droits comme le droit de grève. Sur ce terrain nous mettrons en avant la nécessité de changer le syndicalisme

pour changer nos vies, et agirons selon l'axe que «si les élections divisent l'action unit.»

■ Des pistes de travail collectives.

Notre congrès a également abordé les modalités pour mettre en place des liaisons régulières avec les organisations syndicales de notre secteur sur le plan international. Nous avons aussi esquissé une réflexion sur une situation à laquelle est confronté notre syndicat du Rhône, à savoir l'introduction de pratiques religieuses au sein de centres courrier, ce qui occasionne tensions et divisions parmi les agent-es, et qui rend plus difficile la réalisation de l'unité contre les patrons locaux. Nos échanges ont permis de dégager une démarche collective pour, à terme, à l'issue d'un débat interne, rédiger une charte syndicale sur cette question. Une étape dont on pourra mesurer l'utilité à partir de notre capacité à mettre en œuvre ces axes d'intervention.●

Raphaël, pour le secrétariat au développement de la fédé CNT poste et téléphonie.





Un coup de pied dans la ruche

L'extrême droite angevine a ouvert fin janvier un bar privé, label Bastion social.



L'Alvarium (la ruche en latin) a « ouvert » ses portes le 26 janvier 2018. Ils sont une quinzaine, catholiques réacs et identitaires. Tout part probablement du moment où la Manif pour tous battait le pavé. Peu à peu, ils se sont regroupés et organisés autour de Génération Identitaire mais ils peuvent aussi bien coller des stickers Action française. Ils ont principalement moins de 25 ans, avec quelques quadras un peu disparus du paysage durant 20 ans et revenus un peu coacher tout ça. Parmi eux, certains ont davantage fait parler d'eux médiatiquement, notamment François Aubert Gannat (un des fils de l'ex-patron du FN à la région Pays de la Loire) qui a été condamné à du TIG pour agression en état d'ivresse (lui et d'autres avaient commencé à agresser des gens dans la rue puis ils s'en sont pris à la BAC venue les calmer). Ils sont surtout issus d'un milieu très, très bourgeois, catholique

très tradi.

À partir de collages sur la rocade leurs exactions ont monté en gamme. Une tête de sanglier sur le chantier de la mosquée (pas vus, pas de preuves, pas pris) ; distributions de sandwiches au jambon aux SDF blancs (ils appellent ça des « maraudes », distribuent un casse-croûte et se prennent en photo sur leur réseau social préféré) ; tentative de perturbation d'une manif de soutien aux sans papiers le 31 mars ; Centre d'Accueil et d'Orientation de Segré tagué le 4 avril dernier : « invasion stop » et « dehors », agrémenté de croix celtiques (impossible de leur mettre sur le dos) ; même jour, une quarantaine d'étudiants en lutte improvisent une AG dans le hall de la fac de droit d'Angers, la petite bande (dont Gannat) se pointe, empêchant les débats puis menaçant carrément « Si vous essayez de bloquer, ça se passera comme à Montpellier ».

Pour l'ouverture de l'Alvarium en

lui-même, les rumeurs de la rentrée n'ont pas été prises au sérieux. Pour l'Alvarium, le modèle « bastion social » est décliné angevino-angevin, assez central dans l'ouest pour espérer être attractif. L'Alvarium est d'abord une asso (qui a donc le droit de vendre de l'alcool à ses adhérents), déclarée chez le père Gannat puis emménagé au 85 avenue Pasteur, en bordure d'un petit quartier populaire proche du centre ville, dans une résidence. Le bail a été signé avec un particulier. Le bailleur Foncia est maintenant bien emmerdé, d'autant que la police a dû intervenir plusieurs fois, notamment pour tapage. L'annonce de l'ouverture et de l'organisation d'une soirée autour du numéro 2 de Génération Identitaire sont à l'origine de la manif du 24 février dernier. Depuis, le volet roulant et les murs de l'appartement ont été plusieurs fois tagués.

Le Réseau angevin antifasciste (Raaf) est à l'origine de cette mani-

festation ainsi que des communiqués que la CNT49 a signés. Entre 500 et 600 personnes s'étaient rassemblées ce samedi 24 février, militants d'orgas ou non, habitants des quartiers et habitants du quartier, d'Angers ou d'ailleurs (merci aux camarades cénétistes venus participer à cette manif). La manif s'est déroulée correctement. Des fachos, venus notamment du Mans, rodaient autour du cortège, ils ont été efficacement refoulés. Le cortège s'est déplacé jusqu'à l'angle de la rue

défendre de pauvres connards prétentieux qui se permettent d'agresser leurs collègues. La manif a fini par repartir vers la mairie d'Angers où elle s'est dispersée dans le calme. (Communiqués et photos sur le site du Raaf).

■ Parlons-en vite fait de la mairie et de la préfecture du Maine et Loire

Christophe Béchu, maire d'Angers, a quitté les (pseudos) Républicains

tout neufs. Autorisation d'accueillir 19 personnes pour 80m2. Le 24 février, ils se sont vantés sur leur réseau préféré d'avoir accueilli 80 personnes. La mairie d'Angers, qui n'a toujours pas condamné l'ouverture d'un bar fasciste, ne semble pas très pressée d'agir, tant que l'image médiatique du maire n'est pas trop écornée. Une réunion a eu lieu avec la préfecture du Maine et Loire et pour le moment... rien de leur part. Étonnant non ?



où se trouve leur « local ». Les CRS (pas loin d'une centaine de policiers en tout) bloquaient l'accès à la rue, la BAC, présente au pourtour du cortège, est restée assez loin cependant. Les petites frappes de fachos ont tenté quelques petites provocs, planqués derrière le cordon de CRS, jusqu'à ce qu'un des officiers de police les renvoient vivement dans le bâtiment, bizarrement on sentait bien que les flics avaient des ordres de maintien de l'ordre mais pas de

avec l'arrivée de Wauquiez, mais qu'on ne s'y trompe pas. Il a fait retirer la dernière campagne d'affichage du Sidaction (avec des couples gays et lesbiens qui s'embrassaient), il ne veut pas d'appel d'air concernant les migrants (air connu) et l'un de ses adjoints est très, très proche de Sens commun. Au passage, L'Alvarium a été prévenu (par qui ?) de l'imminence d'une visite de sécurité de la mairie pour les lieux accueillant du public. Ils avaient des extincteurs

Si la situation de L'Alvarium est très angevino-centré, le phénomène de l'ouverture de « lieu » est global en France (Lyon, Grenoble, Strasbourg, Chambéry...) mais aussi ailleurs en Europe, en Italie ou à l'Est avec des « pouvoirs publics » impuissants ou complaisants. On le voit bien avec tout ces cas, face à l'extrême droite, le légalisme a ses limites. Alors peut être qu'un coup de pied dans la ruche... ●

L'école du précarariat institutionnel

L'Éducation nationale multiplie les contrats au rabais, mettant en concurrence les précaires qu'elle pressure.

Impossible de nier le constat flagrant de la dégradation des conditions de travail des personnels et de ses effets immédiats sur les conditions d'étude des élèves, de la maternelle à l'Université.

Aux nombreuses fermetures de classes, s'ajoutent de nombreux postes d'AESH (accompagnant-es d'élèves en situation de handicap) non pourvus pour assister des élèves en situation de handicap qui y ont pourtant droit par notification des structures départementales. Si les effectifs sont surchargés, les AED (assistants-es d'éducation) sont maintenus en sous effectifs. La liste des détériorations du service public est longue : baisse des dotations horaires, délabrement des locaux dans les quartiers populaires, non remplacement des congés maladie ordinaires, des absences pour formation continue et syndicale, baisse du nombre de postes aux concours entraînant un recours exponentiel aux contractuel·les, disparition des réseaux et structures d'aide aux élèves en difficulté.

À cela s'ajoute le rouleau compresseur des réformes du gouvernement : instauration de la sélection à l'entrée à l'Université, réforme du bac et du lycée, réforme de la voie professionnelle.

■ Contractuel·les exponentiel·les

Le nombre de contractuel·les dans l'Éducation nationale est en croissance exponentielle. Ces personnels précarisés, souvent mal formés et sous-payés, sont jetables, et à la merci



de toutes les pressions hiérarchiques possibles. On pense notamment aux centaines de collègues en contrats CUI (contrat unique d'insertion) qui ont été licenciés sans préavis suite à l'annonce gouvernementale de supprimer leurs contrats depuis cet été, pour pallier le manque de personnels les établissements ont de plus en plus recours à des jeunes en service civique.

■ Précaires à tous les étages

Pourtant les personnels précaires assurent au même titre que les titulaires le bon fonctionnement du service public d'éducation : quelle inclusion des élèves handicapés sans les AESH et AVS (auxiliaires de vie scolaire) ? Quel accueil des élèves dans les collèges et les lycées sans AED ? Quelle aide aux élèves en difficultés sans les assistants-es pédagogiques ? Qui assure une grande partie des remplacements si ce ne sont les enseignants contractuel·les ?

■ Dégâts déjà là

Profs contractuel·les, AVS, AESH, CUI, AED, AP (assistant-es pédagogique), personnel d'entretien et de cantine, nous sommes tou·tes concerné·es par la montée de la précarité dans la fonction publique : classes surchargées, sous effectifs, salaires minuscules, renouvellements incertains, missions aléatoires et informelles, etc. Les élèves, les enseignants titulaires et les parents d'élèves subissent aussi la situation.

Considérés-es comme des variables d'ajustement, alors même que nous sommes nécessaires au bon fonctionnement des établissements, nous enchaînons les contrats précaires souvent payés en dessous du seuil de pauvreté.

Sans statut digne de ce nom, nous sommes souvent en butte au mépris de nos hiérarchies. Par ailleurs, par l'usage des contrats précaires, l'Éducation nationale fragilise nos droits, réduit les postes et nous met en concurrence, nous isole et nous contraint à accepter ses conditions. L'Éducation nationale est le premier employeur de précaires de France : elle entretient un système d'emplois subalternes fondé sur la précarité, en proposant une flopée de contrats à peine mieux payés que le RSA et en laissant leur renouvellement au bon vouloir des gestionnaires du budget, notamment ceux et celles de nos établissements (nous voulons entre autre que notre recrutement puisse relever du Rectorat, non plus des chef·fes d'établissement).

■ Casse de fonction publique

Ces contrats scellent la casse de la fonction publique, la mise au

pas par la précarité de nouvelles générations de surveillant-es, AVS/AESH, assistant-es pédagogiques et enseignant-es, tou-ttes non titulaires. Cette situation s'aggrave avec l'arrivée des services civiques dans les collèges et lycées.

En supprimant cet été plus de 20 000 contrats CUI dans l'Éducation nationale, le gouvernement a bien démontré le mépris avec lequel, ici comme ailleurs, il nous considère.

Nous nous mobilisons pour de meilleurs salaires, des effectifs à la hauteur des besoins, la reconnaissance pleine et entière de nos fonctions pédagogiques, la maîtrise de nos emplois du temps et la garantie du renouvellement de nos contrats.

À plus long terme, nous voulons la titularisation de tou-ttes celles et ceux qui le souhaitent, sans conditions de concours, de diplôme, de nationalité, de formation ou de stage.

Ne restons pas isolé-es, organisons-nous. Ce sont nos luttes qui construisent nos droits. ●

Assemblée des précaires de l'éducation (soutenu par la CNT-FTE) et éléments de tracts intersyndical CNT-FTE, CGT et Sud.

Étudiant-es, attention, mauvais plan !

Sélection, réduction des choix, pression sur les détenteurs des moins bons dossiers scolaires...

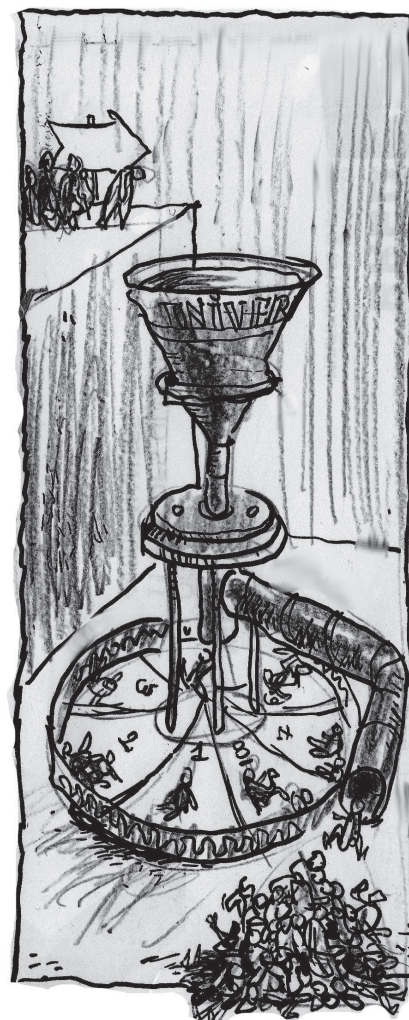
Le plan étudiant c'est le renforcement de la « prédestination » des lycéen-nés : celles et ceux provenant de lycées ou filières peu réputés ou n'ayant pas de très bon dossiers de résultats scolaires n'auront plus le choix de s'inscrire dans les filières qui les intéressent.

S'y ajoute la mise en place de contrats pédagogiques : les UFR pourront mettre en place un contrat spécial que l'étudiant-e sera obligé-e d'accepter : licence en quatre ans avec une année de remise à niveau, cours d'expression française, de langues étrangères...

Le « droit à l'échec » se voit nié, compromis : l'université doit rester le lieu où l'on expérimente et où l'on acquiert une forme d'autonomie et de liberté qui est absente jusqu'à la fin du lycée.

La compensation entre les matières et entre les semestres, qui dépend d'une maquette de formation stable, est menacée et risque d'être supprimée.

S'instaure une priorité selon la zone académique : il sera désormais compliqué d'aller dans une université loin du secteur géographique de son lycée. La mise en place de cette réforme va entraîner une augmentation des charges de travail pour les équipes pédagogiques et le personnel administratif, dont les conditions de travail sont détériorées par le peu d'informations qui leur parvient, alors



que la fin de l'année approche.

À l'Université Grenoble-Alpes, cette réforme arrive en même temps que la décentralisation des inscriptions administratives, ce qui fait reposer encore une charge de plus sur les personnels des UFR sans moyens supplémentaires !

Contre le plan étudiant, la répression et les violences fascistes. Pour toutes ces raisons, nous réclamons le retrait du plan Vidal. ●

CNT Grenoble

LE PRÉCAIRE AU CENTRE DE SA PRÉCARITÉ



Algérie

Grève, occupations, manifestations, boycott des examens les étudiants algériens en médecine ne lâchent pas

Occupations de l'ensemble des 13 CHU (centre hospitaliers universitaires) d'Algérie, boycott des examens, manifestations interdites et violemment réprimées à Alger, mais manifestations possibles à Oran et à Constantine. Depuis le 15 décembre 2017, la grève des médecins résident-e-s (l'équivalent des « internes » en France) n'a pas faibli et s'apprête à durer.

Les médecins résident-e-s algériens-nes réalisent 7 années d'études en médecine générale puis 4 ou 5 années dans une spécialité. A ces longues années d'études s'ajoutent un « service civil » obligatoire dans les régions du Sud algérien, qui dure entre 2 et 4 ans, et une année de service militaire obligatoire. Puis, s'ils-elles réussissent le concours du DEMS (diplôme d'études médicales spécialisées), ils et elles peuvent enfin exercer leur métier de médecin dans une spécialité.

Les problèmes posés par le « service civil », c'est à dire la pratique précaire de la médecine par des étudiant-e-s dans des régions pauvres, est au cœur de la grève des médecins résident-e-s algériens-nes. Ils et elles réclament la suppression de ce « service civil », et la création d'un nouveau système de couverture sanitaire qui leur permettrait d'exercer leur métier dans « la dignité et le respect », pour reprendre leurs propres mots. En effet, l'ensemble des hôpitaux algériens manquent gravement de moyens, de matériels et les infrastructures datent parfois de la période coloniale. Dans le Sud du pays, où ils effectuent leur service civil, les résident-e-s sont confronté-e-s à une situation socio-économique encore plus difficile, provoquée par le mépris de la bureaucratie au pouvoir.



Alger, 13/02/2018, manifestation du CAMRA (Collectif autonome des médecins résidents algériens). Devant la grande poste d'Alger, et avant la répression policière.

Depuis des décennies, les jeunes médecins algériens-nes, une fois diplômé-e-s, ou alors qu'ils-elles réalisent encore leurs études, s'exilent souvent en France pour trouver de meilleures conditions de vie. Près de 10 000 médecins non-européens exerçant en France sont des médecins algériens-nes au statut précaire. S'ils et elles sont mieux payé-e-s, ils-elles le sont encore trois fois moins que les médecins européens et ils-elles ne peuvent pas s'établir à leur compte, ou travailler dans le privé. Ils et elles constituent donc dans les hôpitaux publics français une main d'œuvre taillable et corvéable à merci. Et doivent de plus passer par l'humiliation du renouvellement incertain de leurs titres de séjour. À travail égal,

statut inégal pour les médecins étrangers, un exemple typique du racisme d'État à la française. Les médecins algériens-nes ont donc le choix entre la pauvreté en Algérie et la précarité plus le racisme en France. Ou quand capitalisme rime avec néocolonialisme.

■ Un mouvement unitaire

C'est dans ce contexte que, dès 2011, s'est créé en Algérie la Coordination nationale des médecins résident-e-s. Au sein de chaque CHU, un-e représentant-e représente 50 résident-e-s. L'ensemble de ces représentant-e-s se réunissent ensuite à Alger, au CHU Mustapha Bacha, où la coordination nationale organise le mouvement. Cette coordination fonctionne de fait sans syndicats car les médecins résident-e-s n'ont pas un véritable statut juridique qui leur permettrait d'en créer, et de défendre ainsi légalement leurs droits. Un syndicat de médecins spécialistes (celles et ceux qui ont réussi le concours du DEMS) existe, mais il s'oppose à la coordination et à la grève. Cependant, depuis le mois de mars 2018, un « Collectif autonome des médecins spécialistes » s'est créé



Alger 13/02/2018

en marge du syndicat et soutien la grève des résident-e-s. Le Collectif autonome des médecins spécialistes a même déclaré une série de grèves tournantes dont les premières dates ont été les 26 et 27 mars. Le pouvoir algérien, qui jouait jusqu'ici beaucoup sur la division des corporations entre médecins résident-e-s et spécialistes, se retrouve plus que jamais face à un mouvement déterminé et unitaire. L'administration des hôpitaux a réagit en envoyant des « mises en demeure » aux médecins spécialistes solidaires avec leurs collègues résident-e-s en grève.

Mais le pouvoir reste sourd aux revendications des résident-e-s. Le gouvernement a rencontré plusieurs fois les représentant-e-s de la coordination sans qu'aucune proposition concrète n'ait été formulée. Par contre, dans la rue, depuis plusieurs mois, lors des manifestations de la coordination à Alger, la police algérienne a systématiquement réprimé. Le 13 février, une marche de plusieurs milliers de résident-e-s partait de l'hôpital Mustapha Bacha jusqu'à la Grande poste d'Alger, en plein cœur du centre-ville. Ce fût une grande réussite symbolique, dans une ville où le pouvoir surveille de très près tout mouvement qui s'aventure dans l'espace public. La police a donc bloqué systématiquement toutes les autres manifestations qui voulaient rejoindre le centre d'Alger en partant de Mustapha Bacha. Les manifestant-e-s ont été coincé-e-s et matraqué-e-s devant les grilles de l'hôpital. Les images de ces médecins en blouse et aux crânes ensanglantés ont fait le tour du monde. Étrange pouvoir, étrange police, qui verse le sang des médecins dans les hôpitaux.

Contre l'État qui laisse pourrir le conflit, les résident-e-s ont d'ores et déjà déclaré que l'année 2017-2018

serait une année blanche, ils et elles ont décidé le boycott de leurs examens. Ils ont mis en place un service minimum dans les hôpitaux de 16h jusqu'à 8h du matin, et s'appêtent à passer de 8h à 8h. Les sit-in et les manifestations régionales vont continuer, et de nouvelles marches tenteront de sortir de l'hôpital Mustapha Bacha d'Alger durant les semaines qui viennent.



Annaba, 4/04/2018, rassemblement de l'intersyndicale de l'éducation devant la wilaya d'Annaba.

Dans d'autres secteurs, comme celui de l'éducation, le soutien de la part de certains syndicats autonomes s'est exprimé. Par exemple, le CLA (Conseil des Lycées d'Algérie) a réalisé des communiqués pour dénoncer la répression des médecins. Et le secteur de l'éducation a organisé également des grèves pour défendre des services publics, gratuits et de qualité face aux réformes néolibérales du pouvoir. L'intersyndicale de l'éducation appelait ainsi à plusieurs rassemblement le 4 Avril dans les wilayas de Bouira, Oran,

Laghouat et Annaba. Tout comme l'hôpital, l'école algérienne est menacée par l'ouverture au privé, qui condamne les citoyens les plus modestes.

Alors que la CNT participe en ce moment au mouvement contre la casse des services publics par Macron en France, elle exprime toute sa solidarité avec tous-tes les militant-e-s algériens-nes qui se battent pour la dignité, la santé, l'éducation, pour de véritables services publics en Algérie.

Nous connaissons le visage hypocrite de nos dirigeants qui se complaisent dans leurs politiques néolibérales et impérialistes, de nos généraux respectifs qui s'amuse dans leurs palais.

De Paris à Alger, occupation des facs et boycott des examens jusqu'à la satisfaction de nos revendications ! À bas la répression de toutes les polices !

Solidarité internationale avec les résident-e-s algériens-nes ! ●

*Groupe Afrique
du secrétariat international de la CNT*

Revendications de la Coordination nationale des médecins résident-e-s :

- 1- L'abrogation de l'obligation du service civil et son remplacement par un autre système de couverture sanitaire pour l'intérêt du patient et l'épanouissement socioprofessionnel du médecin spécialiste.
- 2- Le droit à la dispense du service militaire comme tout citoyen algérien.
- 3- Le droit à une formation de qualité pour le résident en sciences médicales.
- 4- La révision du statut général du résident
- 5- Le droit aux œuvres sociales comme tous les salariés et travailleurs algériens.
- 6- La discussion sur les revendications des spécialistes en biologie clinique en ce qui concerne l'agrément d'installation à titre privée.

Sahara Occidental-Kanaky

Regards croisés « Sahara Occidental - Kanaky » à la CNT région parisienne

Dans le cadre de la quinzaine anti-coloniale à Paris, une soirée s'est déroulée le vendredi 16 mars 2018, dans les locaux de la Confédération Nationale du Travail (CNT), avec pour thème : « Regards croisés : Sahara Occidental - Kanaky ».

Cette soirée qui a rassemblé plus d'une soixantaine de personnes, a été co-organisée par les groupes Afrique et Océanie du secrétariat international de la CNT, l'AFAPREDESA (Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis), le CORELSO (Comité pour le respect des libertés et droits humains au Sahara Occidental), l'USTKE (Unions syndicales des travailleurs Kanaks et des exploités), et le MJKF (Mouvement des Jeunes Kanaks en France).

La soirée s'est ouverte avec une exposition qui a été réalisée pour cette occasion par les différentes organisations présentes, mettant en comparaison les deux situations coloniales, celle des kanak de Nouvelle-Calédonie colonisés par la France, et celle du Sahara Occidental sous occupation marocaine et qui lutte également pour son autodétermination. L'objectif était de mettre en évidence les problématiques communes et les spécificités, et cela à travers différentes thématiques : l'histoire de la résistance anti-coloniale, les institutions et l'administration, le peuplement comme stratégie coloniale, l'exploitation des ressources des territoires, les luttes sociales, et bien sûr la question centrale du référendum. En effet, suite aux Accords de Nouméa signés en 1998, un référendum d'autodétermination pour les kanak devait être organisé entre 2014 et 2018.

2018, nous arrivons presque aux termes de ce délais et le référendum est annoncé pour le 4 novembre prochain. Tournant historique pour

la résistance kanak. Les indépendantistes kanak sont en pleine campagne pour cela, et ce combat n'est pas simple face aux manœuvres anti-indépendantistes.

C'est dans le cadre de cette actualité, qu'il était intéressant pour les organisateurs de croiser cette réalité à celle du peuple sahraoui, qui attend depuis 1991 l'organisation d'un référendum ; la France participant

originaire des campements de réfugiés de Tindouf, et Olfa Ouled, avocate des prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik.

Dans la salle plusieurs interventions ont également souligné l'importance de faire écho en France de ces luttes pour l'autodétermination, et de construire des mobilisations sur ces sujets pour faire pression sur le gouvernement français. Olfa Ouled



Brahim Fadeli et Daniel Goa

activement à ce report interminable en soutenant directement le pouvoir marocain dans ses manœuvres.

Croiser ces deux réalités coloniales a été très riche de sens. Le débat a été très dense et percutant avec la participation comme intervenant de Daniel Goa, porte parole du FLNKS (Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste), qui était de passage à Paris avec plusieurs membres du FLNKS, ainsi que Brahim Fadeli, militant sahraoui

a d'ailleurs précisé l'importance, et l'urgence pour les prisonniers politiques de Gdeim Izik, de transmettre leurs paroles, alors qu'ils subissent des tortures et mauvais traitements. Certains avaient entamé une nouvelle fois une grève de la faim depuis plusieurs jours, et qui s'est poursuivie plusieurs semaines.

Cette soirée marque le début d'un projet qui se concrétisera au printemps, à travers une tournée

d'événements du même type avec le support de l'exposition, et avec les mêmes organisateurs, dans différentes villes de France ; l'objectif étant qu'elle soit accueillie par des syndicats locaux de la CNT. L'exposition réalisée pour l'événement sera également présentée lors du festival de la CNT région parisienne fin juin 2018.

La CNT porte dans ses statuts différentes motions posant son orientation internationaliste, et anti-colonialiste. Une motion particulière

porte sur le soutien actif à l'autodétermination Kanak en vue de 2018, et à la multiplication d'actions en ce sens. De même la CNT essaie de porter dans ses réseaux la solidarité à la lutte (trop méconnue et passée sous silence) du peuple sahraoui pour son autodétermination, et pour la libération des prisonniers politiques.

Le lendemain de cette soirée, lors de la manif anti-coloniale dans les rues de Paris, les sahraouis et kanak ont marché côte à côte, et les militants du FLNKS ont scandé à plu-

sieurs reprises des slogans pour la lutte sahraouie.

Cet événement dans le cadre de la quinzaine anti-coloniale promet certainement de futurs liens plus concrets entre kanak et sahraouis dans leur résistance anti coloniale, et leur autodétermination. Ainsi que le renforcement de ceux entre collectifs et syndicats actifs ici en France en solidarité à leurs luttes. ●

GT Afrique et Océanie

Espagne, Allemagne Grèves à Amazon

Amazon vient de connaître sa plus grosse grève en mars près de Madrid. Celle-ci était un point d'orgue au milieu d'un mois qui a compté au moins trois grèves et un rassemblement.

Le 5 mars dernier, plusieurs centaines d'employé.e.s d'Amazon à Werne en Allemagne ont entamé une grève de protestation spontanée après leur déménagement dans un nouveau centre logistique. La cause ? Les employé.e.s étaient censé.e.s travailler normalement dans des couloirs étroits où les étagères n'étaient pas encore fixées ! De graves lacunes dans la sécurité au travail qui créent des conditions de travail chaotiques et meurtrières.

Le 21 et 22 mars une grève a été suivie à 98 % au centre logistique MAD4 d'Amazon à San Fernando de Henares, près de Madrid en Espagne. La section syndicale d'Amazon de la CGT-E a annoncé le succès de cette toute première grève suivie par 98 % des 1100 travailleuses et travailleurs permanent.e.s et des 900 intérimaires de tous les départements de leur entrepôt, Dock, Inbound, Outbound, Engineering, Qualité, Safety, Nettoyage... même les camarades de l'entreprise sous-traitante Pulsa ont apporté leur soutien aux grévistes. Les grévistes espagnol.e.s ont été soutenu.e.s par 200 de leurs camarades de Leipzig en Allemagne qui se sont rassemblé.e.s au changement de quart

du matin le même jour, ainsi que par des camarades de la section syndicale de l'entrepôt FRA3 du syndicat allemand Ver.di venus apporter sur place leur soutien aux grévistes. Pour compléter l'action, un appel au boycott avait été lancé.

Ce mouvement de grève était une réponse au refus de la direction de maintenir dans la nouvelle convention qu'ils sont en train de négocier le peu de droits qu'ils avaient dans la précédente, comme le minimum légal en vigueur ! La grève avait été votée en assemblée générale les 1er et 2 mars à 75 % des votes exprimés. Depuis lors, la direction avait tenté de jouer sur la division entre les départements, tout en usant de menaces et de chantages. Les grévistes ont répondu par l'unité et l'organisation dans cette démonstration de force ! La direction a perdu la première manche. Nos camarades attendent maintenant la riposte de la direction...

La mobilisation du personnel d'Amazon doit s'organiser au niveau européen. En effet, déjà lors des grèves italiennes, françaises et allemandes pendant le Black Friday en novembre, la direction européenne d'Amazon avait fait comprendre que la chaîne logistique d'Amazon per-



mettait de contourner les centres logistiques bloqués. Le continent européen supporte maintenant 47 centres logistiques. Il est indispensable de coordonner les blocages de ces entrepôts au niveau européen pour conquérir et défendre des conditions de travail décentes à Amazon partout en Europe.

Le 3 avril, c'est à l'entrepôt de Bad Hersfeld en Allemagne que 500 travailleuses et travailleurs ont entamé un mouvement de grève.

Pour finir, une petite pensée pour leur patron, Jeff Bezos, qui a besoin d'argent. Le pauvre n'a que 100 milliards d'euros sur son compte et veut en gagner plus pour rester l'homme le plus riche du monde...

De l'Espagne à la Pologne jusqu'à l'Écosse, bloquons Amazon ! Partage du temps de travail, partage des richesses ! ●

Le GT Europe

Lien de la pétition pour MAD4 : <https://www.change.org/p/amazon-spain-fulfillment-s-l-u-contra-la-rebaja-de-condiciones-laborales-de-los-trabajadores-de-amazon-en-espa%C3%B1a>

Palestine



Solidarité avec la ZAD de NDDL en Résistance (Camp de réfugié.e.s de Dheishseh)

Le 9 avril 2018, le gouvernement Macron a décidé d'une opération militaire contre la ZAD de Notre-Dame des Landes. Face à cette attaque, la solidarité internationale s'est mise en action. En Palestine occupée, les membres de LAYLAC The Palestinian Youth Action Center for Locality Development, un centre d'éducation populaire autogéré dans le camp de réfugiés de Dheishseh, accompagné.e.s par PeopleKonsian, ont tenu à exprimer leur solidarité en publiant cette photo !

Il faut souligner que des membres de LAYLAC étaient notamment pré-

sents sur la ZAD au lancement l'Ambazada cet été.

De la Palestine à Notre dame des Landes, la solidarité est notre arme ! ●

Laylac - The Palestinian Youth Action Center for Locality Development. Palestine - West Bank Bethlehem - Dheishseh Camp - info@laylaco.org - <http://fr.laylaco.org/>

PeopleKonsian contact.peoplekonsian@gmail.com - <https://www.facebook.com/PeopleKonsian/>

- *Centre international de culture populaire (CICP)* info@cicp21ter.org www.cicp21ter.org

Le Centre Laylac fait parti du Réseau international des lieux autogérés de création et de solidarité, initié par le Centre international de culture populaire (CICP), maison de solidarité internationale à Paris.

L'occasion aussi pour la CNT de rappeler son soutien à la lutte du peuple palestinien. Nous appelons donc chacun et chacune à participer aux différentes initiatives qui ont lieu en ce moment pour dénoncer en particulier la situation de Gaza sous embargo depuis plus de 10 ans. Cette prison à ciel ouvert, dans une situation humanitaire déjà dramatique, subit la répression meurtrière de l'armée israélienne à l'occasion de la Marche du retour et des commémorations de la Nakba.

Maroc

Spoliation des travailleurs de SICOM avec le soutien du pouvoir politique marocain

Au nom de la rentabilité financière à outrance, le patron de l'entreprise SICOM (Société Industrielle de Confection à Meknès) cherche par tous les moyens à se "débarrasser" des 650 ouvriers - en grande majorité des femmes - dont certains y travaillent depuis la création de l'entreprise en 1976.

L'entreprise SICOM a été fondée en 1976 dans la ville de Meknès au Maroc. Elle comptait alors 1600 ouvriers. Cette entreprise s'est spécialisée dans un premier temps dans le domaine du textile, ensuite dans la confection et le prêt-à-porter. On compte aujourd'hui parmi ses partenaires Décathlon France.

Or, depuis le mois de novembre

2017, les 650 ouvriers encore en activité vivent une situation tragique : salaires non payés, couverture sociale et assurance maladie supprimées, décès d'un ouvrier parce qu'il n'a pas pu acheter son traitement, amputation d'une jambe pour un autre par manque de soin.

En effet, depuis le mois d'octobre, les travailleurs ne reçoivent plus leur salaire et ne sont plus affiliés

à la caisse de couverture maladie et retraite. Face à une opération financière spéculative et relevant d'un roman de la mafia, en connivence avec les pouvoirs judiciaires et politiques locaux, ces salariés payent les frais de cette logique capitaliste et sans limite.

En 2013, SICOM a procédé à la vente du terrain sur lequel est bâtie l'entreprise, au frère du PDG de



celle-ci. Ce dernier a ensuite loué ces terrains à SICOM.

Par ailleurs, la société mère a établi des filiales et changé de nom tous les deux ans. Les travailleurs ont été transférés de l'établissement d'origine vers une de ses filiales avec des contrats à durée déterminée. En même temps, et progressivement, les principales machines et les véhicules ont eux aussi été transférés aux filiales de la société mère. C'est le début du chômage technique et par conséquent de la baisse des revenus des travailleurs.

Ces opérations se sont déroulées dans l'opacité totale jusqu'en 2016, date à laquelle SICOM devient CISOMEK. Ce montage engendre une situation de pertes financières conséquentes qui annonce la faillite de l'entreprise et une facilité pour

licencier les travailleurs sans indemnisation ni droit - le montage cité plus haut leur permet ceci.

Début novembre 2017, l'entreprise a fermé ses portes et les propriétaires n'ont plus laissé de traces. Les travailleurs se sont retrouvés ainsi sans travail, sans ressource et donc sans moyen de survivre. Depuis cette date, de nombreux rassemblements, marches et manifestations sont organisés dans la ville de Meknès par les ouvriers. Dans le même temps,

les rencontres et réunions, sans illusion aucune, auprès des élus locaux et le wali n'ont abouti à aucun résultat concret.

Face à cette situation, des militants sont en train de créer un comité de soutien dans l'objectif de sensibiliser et faire adhérer le maximum de personnes ; d'accompagner juridiquement les luttes des ouvriers et de dénoncer et montrer la complicité du pouvoir politique et financier. ●

Groupe Afrique du SI de la CNT

Amazonie

Non à l'ouverture d'une mine d'or à Volta Grande de Belo Sun !

Préservation des peuples et de l'environnement !

Communiqué de Presse du 03/04/2018, de l'UL CNT d'Argenteuil

En Amazonie des peuples indigènes sont en lutte contre l'ouverture d'une mine d'or toxique au cœur de leurs terres sacrées.

Un nouveau front du combat pour préserver l'environnement naturel de la planète et le respect des populations locales est ouvert en Amazonie. Des peuples sont entrés en résistance au cœur de l'Amazonie pour s'opposer au projet de l'entreprise Agnico Eagle Mines d'ouvrir une mine à ciel ouvert sur les lieux où vivent ces communautés. Si la

résistance a permis de retarder la mise en place du projet rien n'est gagné. Conséquence de ces visées : l'exploitation de la mine produirait énormément de déchets chimiques évalués à deux fois le mont du Pain de Sucre à Rio, avec des risques de pollution significatives.

La région abrite neuf peuples indigènes, et des centaines de communautés traditionnelles.

L'ONG AVAAZ appelle à signer en ligne une pétition internationale



qui a déjà recueilli plus de 700 000 signatures. Le lien : https://secure.avaaz.org/campaign/fr/deadly_gold_loc_impact/

En signant cette pétition vous dites non au projet de la mine de Volta Grande de Belo Sun au cœur de l'Amazonie, vous êtes solidaires du combat des autochtones sur cette question et vous contribuez à la lutte pour la préservation de l'environnement et donc de l'espèce humaine. ●

Ul CNT Argenteuil

N-D-des-Landes : un bocage à mater militairement

Objectif : écraser par la force pour que rien n'échappe au contrôle de l'Etat.

L'usage de la force contre la force des usages. Après l'abandon du projet d'aéroport, Macron et son monde ont martelé comme leurs prédécesseurs leur obsession du retour à l'état de droit. Et il l'ont imposé, militairement avec une armée de 2500 casqués, mettant en scène le général commandant l'opération, et surajoutant avec la visite officielle



Habitants des Cent Noms refoulés

au QG de la bataille, le généralissime et son numéro deux, Édouard Philippe et Gérard Collomb. Sous l'ancien régime, on en aurait fait un tableau, les deux chefs à cheval sur le dos d'une colline, la fumée de la bataille à leurs pieds. Les blindés pour bousculer les barricades ; des milliers de grenades assourdissantes, incapacitantes et lacrymogènes, les tirs de LBD pour faire des blessés ; les drones et les hélicos, parfois deux en même temps, survolant pour filmer tout : opération militaire de bout en bout. Dans une ferme, des gendarmes ont crevé au couteau des packs de jus de pommes. Un classique de la guerre : affaiblir l'ennemi par tous les moyens. Après les premières expulsions-destructions, on est passé aux perquisitions, puis aux offensives pour débayer les routes, puis aux chasses dans les bois, avec des chiens policiers, pour faire des arrestations. Un nettoyage du ter-

rain comme disent les bidasses. Lors du discours d'abandon du projet, il fallait dégager la route des chicanes qui traverse la zone, comme un dû au retour à la normalité, pour les riverains, pour l'égalitarisme républicain. Foutaises, comme l'embellissement de Paris prôné par Haussmann : ce n'était qu'un impératif logistique pour l'intervention armée, la route refaite à neuf servant comme base permanente, quotidienne aux camions cul à cul sur plusieurs kilomètres, protégeant les engins de chantier fracassant les habitats des zadistes, enlevant les débris pour ne rien laisser à rebâtir.

L'état de droit est sélectif. Punitif ici, il se couche face aux évasions fiscales des multinationales. L'argument de la république indivisible face à l'impôt, sans passe droit ? Autre foutaise : les gens qui vivent ont si peu de ressources qu'ils et elles ne seraient même pas soumis à l'impôt.

Macron et son monde tiennent mordicus à écrabouiller l'insupportable pied de nez à leur libéralisme triomphant. Bien plus que des petits paysans alternatifs, ce sont des ennemis intérieurs, qui montrent qu'on peut se passer de l'État, vivre de peu mais heureux, à l'écart du sys-

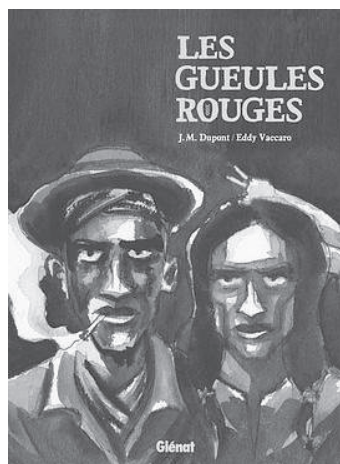
tème marchand, de la domination, l'exploitation, la discrimination, la compétition. Un espace solidaire, ouverts sur les luttes ailleurs, Bure, Roybon, Val de Suze, Chiapas, Rojava, Grèce, Mexique... Une petite enclave pour se nourrir, débattre des luttes, accueillir des exilés, leur faire une place au vert, veiller à chercher des formes de justice acceptable, hors des flics à menottes et des magistrats à robe noire. Pas idéal mais en voie d'expérimentation. Un endroit où on peut échapper, imparfaitement sans doute, aux griffes de la psychiatrie, de l'assistanat, de l'individualisme.

Face à l'acharnement militaire, reste l'obstination militante, la rage de reconstruire, déjà prouvée maintes fois, après l'opération César, au cour de cette offensive d'avril 2018. La zad n'est pas morte, elle est partout, dans les têtes, dans les cœurs et dans nos solidarités. ●

Nico, SINR 44



Gueules noires, peaux rouges



Les gueules rouges,
Jean-Michel Dupont,
Eddy Vaccaro,
éditions. Glénat,
120p. 20,50€.

Les gueules rouges sont noires. Mais dans l'album, elles sont sépia, par un jeu de lavis couleurs d'automne, et un peu de lueurs de crépuscule. La vie des mineurs du Nord en 1905 croise des Indiens débarqués en Europe avec le grand cirque de Buffalo Bill. Dit comme ça, ça fait un peu tiré par les plumes, mais on embarque sans faux fuyants dans cette histoire de gamin de prolos soumis au charbon, tombé en amitié avec des parias pourchassés par la maréchaussée, accusés de tous les maux. Ces Sioux embauchés par une attraction foraine pourraient être de n'importe quelle couleur de peau, rouge ou non, ils sont étrangers, donc suspects. Éternelle histoire. Étrangement, leur sort les rapproche des mineurs les plus rebelles à l'au-

torité du destin capitalisme tout tracé. Cette BD déroule la double journée du mineur, charbonnière puis potagère, les combats de coqs, la première descente au fond à 16 ans, les rats au fond de la fosse, l'anarcho-syndicalisme au bistrot, des phrases en parler populaire des corons. Et la troupe de Buffalo Bill à Valenciennes, début d'une traque par les gendarmes à cheval, pour faire un peu western chez les chtis. Avant d'attraper les sioux chevauchant leur appaloosa, ces pandores piqueront de la presse anarchiste chez un militant qui a caché les deux fuyards. Comme une solidarité de classe et de race. ●

Nicolas, interco Nantes

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE !

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.

**ABONNEMENT
GRATUIT**



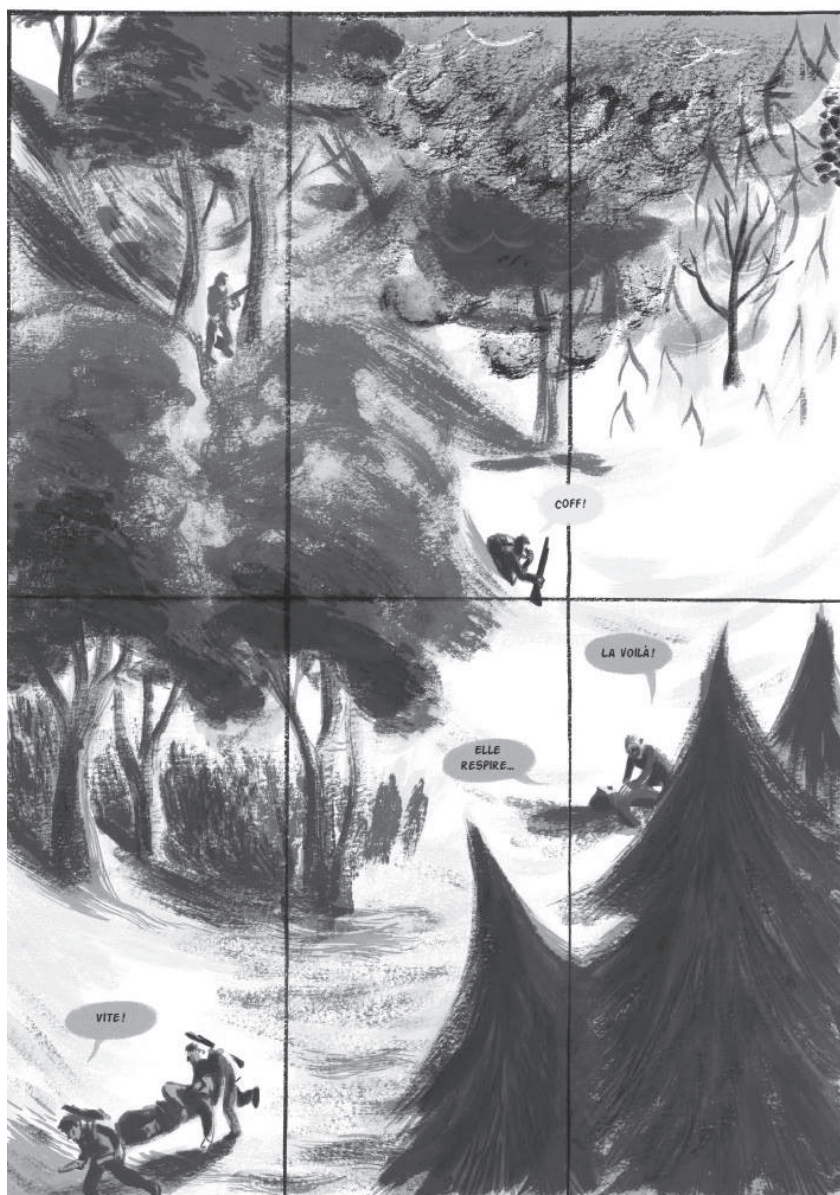
Verdad Autre futur, féminisme et identité

Il y a quelques mois, sortait Verdad, bande dessinée de Lorena Canottiere, autrice italienne qui impressionne par son sens de la narration, sa virtuosité graphique, l'entremêlement de différents niveaux de récits. Livre en main, nous découvrons que le sujet est éminemment politique, pensée libertaire, guerre d'Espagne, féminisme et quête de personnalité.

C'est à l'occasion de la remise du Grand Prix Artésima 2018 qui lui a été attribué que nous l'avons rencontrée.

Quel est le parcours qui t'amène à cette histoire ?

C'est bizarre parce qu'à l'origine, j'avais pensé raconter une toute autre histoire. L'histoire de deux militants du parti ouvrier communiste révolutionnaire allemand, dans les premières années du siècle, qui voulant se rendre au congrès de l'Internationale, déroutèrent un bateau commercial vers la Russie. Arrivés finalement à bon port avec trois mois de retard et alors qu'ils s'attendaient à être accueillis et reçus



LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !



« Je n'aime pas ceux qui détiennent la vérité. Je n'arrive pas à faire confiance. Elle est entre les mains de qui la vérité ? Des prêtres, des chefs, des patrons. De tout ceux qui veulent diriger le monde ! D'ailleurs il faut bien qu'ils la vendent à quelqu'un leur vérité. Pour moi, si tu détiens la vérité, tu es foutu. Fin, stop, mort. Tu as arrêté de te battre et même pire... Tu es un esclave. Que tu aies le pouvoir ou que quelqu'un d'autre l'ait, et c'est terminé. Fin de la révolution, tu comprends ? Il ne se passe plus rien. Rien qui en vaille la peine. »

Extrait de Verdad.

avec les honneurs, ils se retrouvèrent immédiatement jetés en prison.

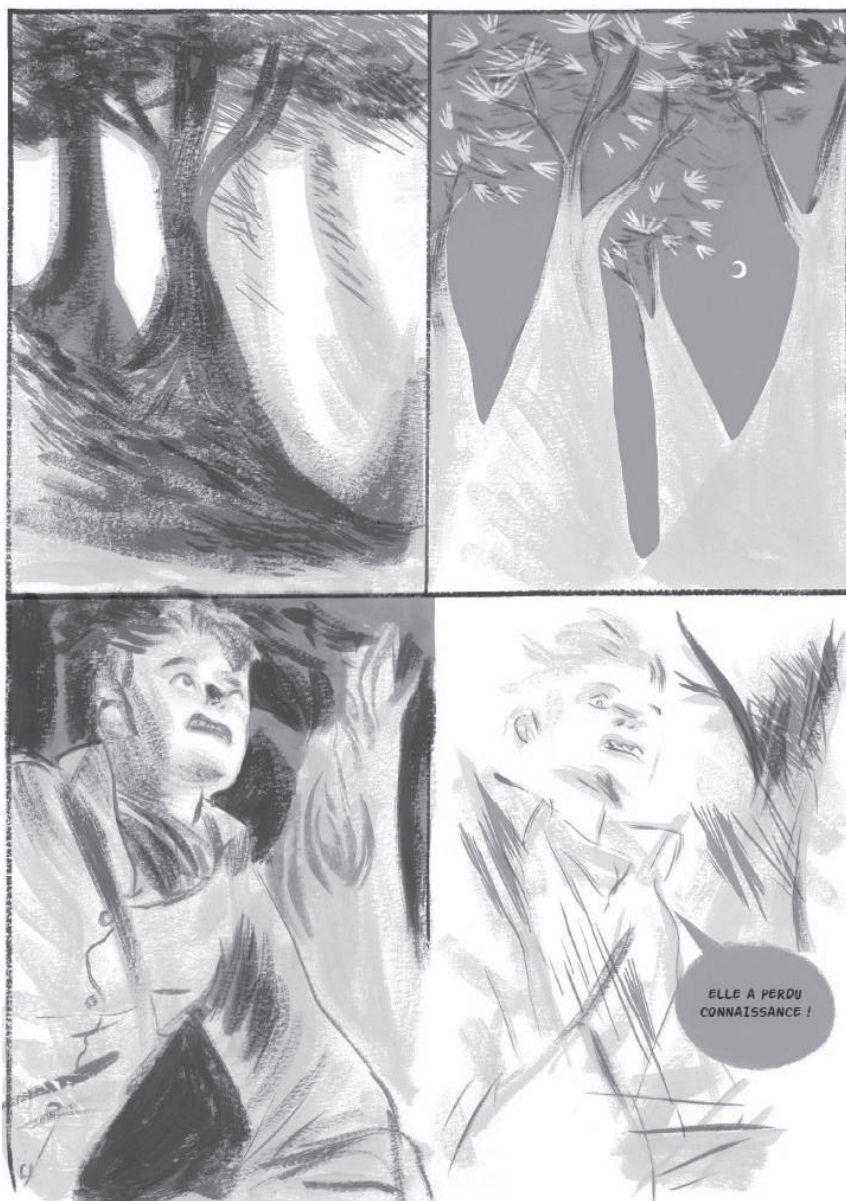
J'avais fait un travail documentaire sur cette histoire et petit à petit je me suis rendue compte que l'un des deux protagonistes de cette histoire ne me plaisait pas. Mais ce protagoniste était ami avec une personne ayant vécu à Monte Verita, une communauté libertaire. Et en m'intéressant à cette communauté, l'histoire de la guerre d'Espagne est apparue. Et c'est devenu comme un besoin que de parler de l'idéal de la guerre d'Espagne et de tous ces gens qui ont traversé le monde pour aller combattre dans ce pays.

J'ai compris a posteriori que toutes les choses qu'avaient développées les anarchistes alors étaient extrêmement importantes. L'abolition de la propriété privée, du pouvoir et de l'argent notamment qui sont les trois choses qui sont les bases de notre société actuelle et aussi sa maladie je pense.

Et c'est de là qu'est venue l'urgence littéraire de m'atteler à ce récit, de réaliser cette bande dessinée.

Je pense que cette histoire véhicule des thèmes d'actualité en Italie, et dans toute l'Europe certainement, avec la montée des droites dures. On est beaucoup revenu en arrière à propos des droits des personnes et leur égalité, pas seulement des femmes d'ailleurs. Voilà pourquoi j'ai eu besoin de raconter une histoire avant tout politique.

Et avec la guerre d'Espagne, on a





une histoire qui n'est pas claire, je veux dire sur laquelle on n'a pas encore fait toute la lumière. Le jeu politique des pays européens qui ont participé et qui n'ont pas participé durant toute cette période n'est pas encore totalement révélé ou reconnu. Et c'est pourtant ces pays qui ont construit notre actualité, le capitalisme dans lequel on vit maintenant.

L'histoire que tu racontes est celle d'une femme engagée dans

cette guerre, sur le front, qui décide de ne pas s'arrêter en 1939 et de rester à lutter sur le terrain, en Espagne, cachée dans les montagnes.

Le fait qu'elle décide de continuer la guerre fait un parallèle avec la décision de nombreux résistants en Italie – d'où je suis et où je vis – qui luttèrent contre Mussolini. J'ai rencontré ces résistants et nous sommes la dernière génération qui a pu être en contact avec eux.

Mais la décision de mon personnage de ne pas arrêter la guerre dessine son parcours en tant que femme. Elle s'est engagée dans la guerre, elle est sur le front, et au cours d'une opération, elle est blessée et on doit l'amputer d'un bras. Son compagnon lui propose de l'aider, mais elle ne sait pas s'il lui propose de l'aider comme une preuve d'amour, comme entre deux humains, ou parce qu'il joue là son rôle d'homme paternaliste. N'arrivant pas à analyser cette situation, elle ressent qu'elle a besoin de se prouver à elle-même qu'elle est capable de continuer la lutte.

Et la troisième étape, si je puis dire, c'est qu'une fois cachée dans la montagne, elle va commencer une lutte plus personnelle, plus intime, sur sa propre personnalité.

Ces dernières années, on a vu arriver d'Italie des bandes dessinées qui renouvellent le genre de ce que l'on pouvait découvrir en France en provenance de ce pays, notamment Kobané Calling de Zerocalcare, qui n'a aucun rapport graphique mais qui là aussi est une histoire qui aborde des thèmes politiques.

En Italie il y a besoin de parler de politique parce qu'on est tout simplement dans la merde. La situation est terrible actuellement et la culture – pas seulement la bande dessinée – est un espace où l'on peut dire des choses, où l'on peut parler des peurs, des réactions à cette situation. Et ce n'est pas le fait uniquement de l'extrême gauche ou des milieux militants, c'est beaucoup plus large.

Tous les trois mois, le gouvernement coupe des parts de budgets alloués à l'éducation, à la santé, au transport.



Vous avez la même chose en France, mais en Italie c'est réellement pire, bien pire. Et en terme de culture, ces coupes existent depuis très longtemps, on va toujours vers le encore pire.

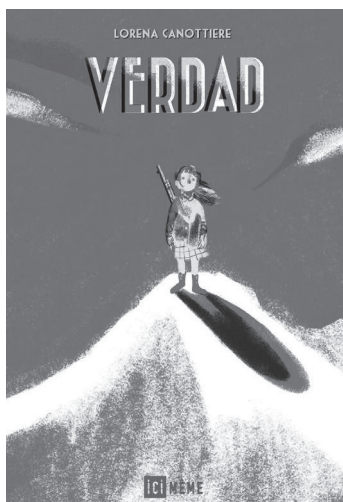
Je crois que les artistes, que ce soit en danse, en sculpture, en théâtre, vraiment toute la culture, vivent avec de moins en moins d'argent. En contre-partie, lorsqu'on est dans cette situation, lorsque l'on crée, on va s'attacher à avoir une parole juste, réfléchie, précise. Et de là vient la réappropriation du champ politique, de la réflexion et des utopies.

En France, il me semble que dans le milieu culturel, on est loin de cette réappropriation...

Peut-être, mais je peux et veux dire que pouvoir manger, c'est bien

aussi ! Créer à ce prix – à cette absence de prix plutôt –, comme nous le faisons actuellement en Italie, ce n'est pas une situation enviable. ●

Alexandre, SIPMCS



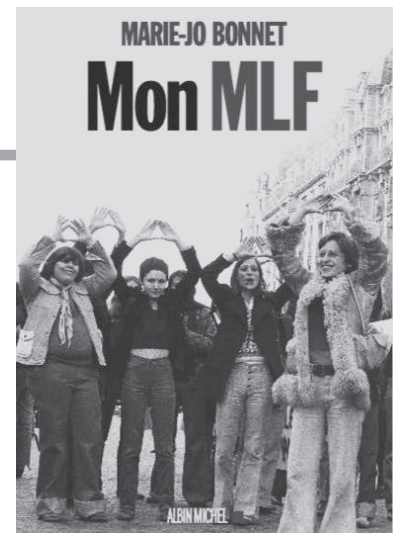
Verdad,
Lorena Canottiere
éd Ici même,
160 pages, 24 euros.



Aiment elles F

Le titre le dit bien, c'est un récit à la première personne, concentré de douze ans d'histoire du féminisme d'après 1968 jusqu'à l'élection de Mitterrand en 1981. Un récit qui suit les événements d'un mouvement qui a été « libertaire, sans structure ni hiérarchie » et la vie de groupes divers, qui se focalisent sur la psychanalyse, l'homosexualité au sein des « Gouines rouges », le combat juridique, l'action de sabotage jubilatoire comme ce congrès international de psychiatres à San Remo qui affichait l'objectif de « guérir

l'homosexualité par la neurochirurgie ». Ou l'approche hétérodoxe des sorcières via la méditation, l'introspection et le travail sur les rêves, « émancipation spirituelle hors religion ». Ce bouquin restitue un peu du sens de la révolte et de la vie bouillonnante du MLF en rupture avec les groupes structurés du gauchisme de l'époque, où les hommes tiennent à leur pouvoir ou au moins à leur prééminence. Les souvenirs de l'auteure attestent que ce mouvement mouvant, alors « en devenir permanent » a sa mémoire vive de désir et de fête. Moins joyeux est la



Mon MLF,
Marie-Jo Bonnet,
Ed. Albin Michel,
414 p. 21,50 euros



tentative d'appropriation du sigle et de sa dynamique, sa fossilisation par le dépôt de la marque MLF par les tenantes du courant Psy et Po, relevant selon l'auteure d'un « vampirisme égotique » qui contraste avec la sororité joyeuse des premiers temps. Mais après « l'Eros féminin » qui s'est exprimé avec force aux débuts des années 1970 dans cette découverte enjouée d'une communauté militante féministe et ouverte, place à Thanatos, cette pulsion de mort masculine du viol devenue enjeu collectif à dénoncer pour commencer à faire évoluer les certitudes du patriarcat.

Au cours de ce déroulé chronologique incarné, on croise des happenings de lessive dans des fontaines publiques, les premières manifs de nuit, l'interdiction du film Histoire d'A qui donne un élan aux projections clandestines et militantes de ce docu sur la méthode Karman d'avortement moins traumatique que les curetages précédents, et rappelle que le MLAC, Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception a eu jusqu'à 15 000 adhérentes en 1974. ●

Nicolas, Intercos Nantes



Les horizontalismes qui chantent



Le socialisme sauvage, essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours,
Charles Reeve,
Ed. L'Echappée,
320 p. 20 euros

Le « *socialisme sauvage* », c'est une expression péjorative, un anathème lancé par les socio-démocrates allemands des années 1920 pour évoquer les conseils adoptant des formes d'auto-organisation dont le contrôle leur échappait. Des pratiques se fondant dans une intégration verticale, dirigiste, déjouant l'instrumentalisation de cellules de base et syndicats, voire les manipulations à visée étatiques.

L'auteur évoque ainsi l'enrôlement des coopératives allemandes comme « *un des piliers de la bureaucratie du parti et de ses syndicats à l'intérieur du capitalisme* », quand « *la sociale démocratie allemande défendait que le passage progressif à l'économie socialiste se ferait en phase avec sa progression dans les institutions* ». Au printemps 1920, « *l'État social-démocrate transforma les conseils*

en comités d'entreprise, appendices légaux des syndicats, organes de la cogestion syndicale de Weimar ».

Ce panorama critique approche ces théories en puisant dans l'histoire des soviets russes ou des conseils ouvriers allemands, mais aussi auprès de certains éléments de La Commune, des bourses du travail françaises et italiennes, de la révolution espagnole en Aragon et Catalogne et de Mai 68. Il y a donc deux tendances, les versions anti-autoritaires -dont se réclame l'auteur-, plus autonomes, spontanéistes et émancipateurs, tournant autour du communisme libertaire et les formules centralistes, réformistes, bureaucratiques, inféodées à un parti et à sa stratégie de prise du pouvoir central. En cas de situa-

chanteront, une fois la victoire assurée. Des exigences présentées comme conjoncturelles qui ont même poussé la CNT à approuver en mai 37 « *la restauration de l'ordre capitaliste dans l'économie, avec pour conséquence une augmentation de la résistance ouvrière* ».

Il y a des variantes selon les situations géo politiques, des clivages « *entre la sociale démocratie et les forces révolutionnaires, ou entre l'autoritarisme jacobin du modèle bolchevik et les autres courants révolutionnaires* ». Le balayage de ces expériences qui embrassent la révolution portugaise dite des Œillets, le zapatisme du Chiapas, le néo-blancisme des appellistes sous la bannière du Comité invisible ou la revendication « *des communs et leurs impasses* » est d'autant plus bénéfique



tion de guerre, comme en Russie ou en Espagne, l'impératif d'efficacité, l'urgence, la hiérarchie des priorités se voient imposés par les groupes dominants, repoussant les avancées révolutionnaires aux lendemains qui

que l'auteur se défie du fétichismes et des passés mythifiés, qu'ils sacralisent les assemblées, le communisme des conseils, le programme du CNR, le comité national de la résistance à la Libération, ou d'autres périodes. ●

Nicolas, Intercô Nantes

Mai 68
ils commencent
ou recommencent ?

